
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)



PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX DE SCIENCES PO LYON

MARCHE DE MOE



Maitre d'ouvrage :

Sciences Po Lyon
14 Avenue Berthelot
69007 Lyon

Mandataire du Maitre d'ouvrage :

ComUE Lyon – Saint-Etienne (ComUE)
Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus
92 rue Pasteur – CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

TABLE DES MATIERES

Article 1.	Objet du marché.....	3
Article 2.	Contexte de l'opération.....	11
Article 3.	Obligations générales des parties	13
Article 4.	Pièces contractuelles.....	14
Article 5.	Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité	14
Article 6.	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	15
Article 7.	Protection de l'environnement, sécurité et santé	15
Article 8.	Réparation des dommages.....	15
Article 9.	Assurance	16
Article 10.	Prix.....	19
Article 11.	Précisions sur les modalités de règlement.....	21
Article 12.	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance ..	27
Article 13.	Engagements du maître d'œuvre.....	28
Article 14.	Prestations supplémentaires ou modificatives	29
Article 15.	Délai d'exécution	30
Article 16.	Pénalités	35
Article 17.	Primes.....	37
Article 18.	Développement durable.....	37
Article 19.	Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre	39
Article 20.	Opérations de vérification.....	40
Article 21.	Admission en l'état ou avec observations, ajournement, refaction et rejet.....	42
Article 22.	Définitions	44
Article 23.	Régime des connaissances antérieures.....	44
Article 24.	Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats	44
Article 25.	Interruption et suspension des prestations	45
Article 26.	Clause de réexamen	45
Article 27.	Résiliation	45
Article 28.	Règlement des différends entre les parties	47
Article 29.	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	47
Article 30.	Dérogations aux documents généraux.....	47

CHAPITRE I. GENERALITES

Article 1. Objet du marché

1.1 Caractéristiques générales

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) est relatif à une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet d'extension des locaux de Sciences Po Lyon, consistant en la réhabilitation énergétique et restructuration lourde du bâtiment H, de l'îlot Rognon, situé au 24 rue Etienne Rognon à Lyon 7^{ème}, ci-après dénommé « le Bâtiment H ».

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent marché sous le nom de « maître d'œuvre » ou « titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.2 Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée à ces travaux est de **1,285 M€ HT** en valeur janvier 2026.

La décomposition du prix s'entend en fonction des deux tranches suivantes :

- Travaux Phase 1 : 705 000 € HT (y compris curage phase 0)
- Travaux Phase 2 : 580 000 € HT

Cette décomposition devra être précisé dans le cadre des études de MOE afin de permettre d'optimiser le budget prévisionnel, tout en s'inscrivant en accord avec les moyens de la MOA et des financements consolidés. A la fin de l'APD, il sera fixé les budgets objectifs par phases, en accord avec le MOA et le montant de financement consolidé à cette date.

1.3 Compétences spécifiques de la maîtrise d'œuvre

Au vu des spécificités du programme l'équipe de maîtrise d'œuvre devra tout au long de sa mission intégrer certaines compétences spécifiques. Celles-ci comprendront *à minima* :

- Architecte DPLG ou HMONP ;
- Economiste de la construction ;
- Ingénieur CFO/CFA ;
- Ingénieur CVC ;
- Ingénieur Structure ;
- Ingénierie Qualité Environnementale du Bâtiment
- Acoustique ;
- Bureau d'étude réemploi ;
- Signalétique.

L'ensemble de ces intervenants interviendra sous la coordination du mandataire sur l'ensemble des éléments de mission de base tels que décrits ci-dessous. Cette équipe sera complétée par des spécialistes spécifiques selon les besoins des missions complémentaires et/ou prestation supplémentaires éventuelles :

- Coordinateur SSI (mission complémentaire obligatoire) ;
- Mission Mobilier (prestation supplémentaire éventuelle) ;

1.4 Éléments constitutifs de la mission – Missions de base

Les éléments constitutifs de la mission de base sont établis conformément aux articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé :

Mission de base :

Partie A

- Études d'avant-projet (AVP) / Dossier(s) relatif(s) au(x) autorisation(s) administrative(s)

Partie B :

- Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

L'ensemble des livrables des différents éléments de mission sont présentés en **Annexe 1 du présent CCP**.

1.4.1 Etudes de conception

Les études de conception, fondées sur le programme, les études de diagnostics, les prescriptions du maître d'ouvrage ou découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de conception ont pour objet en particulier de :

- Consolider les diagnostics de l'existant en établissant notamment un listing de l'ensemble des systèmes techniques et de second œuvre ;
- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Décrire les ouvrages, les équipements et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Préciser le délai global de réalisation des ouvrages ;
- Consolider et optimiser le budget prévisionnel des travaux.

1.4.1.1 Concertation

Le Titulaire assurera la concertation dans le cadre de ses études de conception, notamment avec les utilisateurs, les services techniques de l'exploitant (Sciences Po Lyon) et les services instructeurs. Il prévoira à ce titre les réunions nécessaires pour mener à bien la concertation.

L'organisation de cette concertation (organisation des réunions, préparation des ordres du jour, comptes-rendus) est à la charge du titulaire. La ComUE Lyon Saint-Étienne sera informée et conviée à l'ensemble de ces réunions à laquelle elle pourra participer.

Lors de ces échanges, le titulaire rassemble les remarques ou compléments d'informations et les prend en compte pour finaliser ses études. Il alertera la ComUE Lyon Saint-Étienne de toute demande ou remarque qui ne serait pas compatible avec le marché.

A minima, le titulaire prévoira une réunion plénière de présentation des études par phase ainsi que trois réunions techniques de présentation des installations prévues aux lots techniques (CFO-CFA, GTB, CVC-plomberie).

1.4.1.2 Autorisations administratives

Les études de conception comprennent l'établissement des dossiers relevant de la compétence du concepteur et nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, ainsi que l'assistance à la ComUE Lyon Saint-Étienne et au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

Le titulaire fournira les dossiers nécessaires à l'accomplissement des démarches administratives, notamment vis-à-vis de la sécurité incendie et de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. A ce titre, il établit la notice de sécurité incendie et d'accessibilité. Le dossier d'autorisation administrative devra par ailleurs permettre d'obtenir une autorisation d'ouverture ou de modification d'ERP.

La mission du titulaire comprend toutes les réunions nécessaires à l'établissement (avec les services instructeurs concernés par exemple), ainsi qu'à l'obtention de toutes les autorisations administratives induites. Toute mesure conservatoire supplémentaire, qui serait exigée par les services instructeurs, devra être prise en compte par le titulaire.

1.4.1.3 Validation des matériaux et produits

Une réunion de validation des prestations sera à prévoir en phase PRO. Elle a pour objectif la validation par le maître d'ouvrage des prestations de sols, murs, plafonds, luminaires, ainsi que tous les équipements plomberie / CFO / CFA / CVC.

1.4.2 Assistance à la passation des marchés de travaux

Pour la consultation des entreprises, le titulaire aura à sa charge la production des pièces techniques, les pièces administratives étant rédigées par la ComUE Lyon Saint-Étienne (CCAP, RC). Les détails techniques de ces dernières seront validés avec le titulaire, notamment au regard de la nature des éléments à transmettre par les candidats ainsi que des critères d'analyse.

Pour l'analyse des offres, le titulaire se conformera au modèle transmis par la ComUE Lyon Saint-Étienne.

1.4.3 Etudes d'exécution

Les études d'exécution seront intégralement réalisées par les entreprises. Le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa dans le cadre de la mission VISA.

1.5 Éléments constitutifs de la mission – Missions complémentaires

Les missions de base présentées ci-dessus seront complétées par les missions complémentaires suivantes au sens des articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019.

Mission complémentaire obligatoire :

Partie A :

- Etudes de diagnostic (DIAG)
- Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) (SSI1) ;

Partie B :

- Etudes d'exécution partielle limitées au Détail Estimatif Quantitatif et Calendrier prévisionnel d'exécution (EXE partielles) ;
- Mission synthèse (SYNT)
- Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) (SSI2) ;

Mission complémentaire facultative en Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) :

Partie A :

- PS1 : Mobilier (MOB1) ;

Partie B :

- PS1 : Mobilier (MOB2) ;

Les missions complémentaires, obligatoire et éventuelle, sont détaillées en annexe 1 du présent CCP.

- Etudes de diagnostic (DIAG) – *Mission complémentaire obligatoire*

La mission « Diagnostic » a pour objet, sur le périmètre de l'opération objet du présent CCP :

- D'établir un état des lieux ;
- De fournir une analyse du fonctionnement urbanistique et de la perception architecturale des bâtis existants, ainsi que permettre une meilleure prise en compte des attentes des usagers ;
- De procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- De permettre de confirmer le périmètre du programme d'intervention dans l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée ;
- De proposer les éventuelles études et diagnostics complémentaires d'investigation des existants ;
- De réaliser l'étude de faisabilité au sens de la réglementation thermique des bâtiments existants.

- EXE Partielle (DQE & Calendrier prévisionnel d'exécution) – *Mission complémentaire obligatoire*

Les études d'exécution, pour l'ensemble des lots ou certains d'entre eux lorsque le marché le précise, fondées sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage, permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls lots concernés :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter pour l'entrepreneur d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- L'établissement, sur la base des plans d'exécution, d'un devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état ;
- L'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état.

La mission d'EXE partielle comprend :

- L'établissement des différentes quantités par lots ou corps d'état par chaque bordereau de prix inclus dans le dossier de consultation des entreprises (devis quantitatif détaillé) afin de faciliter la comparaison des offres
- L'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état pour le dossier de consultation des entreprises.

La mission du MOE n'inclut pas l'établissement des plans d'EXE

- **Etudes de Synthèse (SYN)** – *Mission complémentaire obligatoire*

La réalisation des études de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations ;

- **Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)** – *Mission complémentaire obligatoire*

Le coordinateur SSI s'assure de la bonne mise en œuvre de l'installation SSI, dans le respect de la réglementation et des normes en vigueur, et cela de la conception jusqu'à la réception des travaux d'installation ou de modification d'un SSI.

A ce titre, il devra notamment :

- En phase de conception :
 - Procéder à l'analyse des besoins ;
 - Choisir et organiser le SSI ;
 - Concevoir le SSI si induit par les travaux.
- En phase d'exécution :
 - Assurer le suivi de l'exécution pour assurer la cohérence technique et fonctionnelle du Système de Sécurité Incendie.
- En phase réception :
 - Organiser et suivre les essais réglementaires de l'ensemble des matériels ;
 - Procéder à la réception technique du SSI et dresser le Procès-Verbal correspondant ;
 - Établir ou mettre à jour le dossier d'identité du Système de Sécurité Incendie.

On identifiera la part de mission SSI1 correspondant aux études DIAG et AVP, la part de mission SSI2 correspondant aux missions PRO, VISA, DET, AOR.

La part de la mission SS1 est incluse dans la partie A. La part de la mission SS2 est incluse dans la partie B.

- **Mobilier** – *Prestation supplémentaire éventuelle (PSE 1)*

Les attendus pour la mission mobilier sont les suivants :

- Réalisation au stade d'AVP d'un projet mobilier ;
- Estimatif des coûts mobiliers d'achat et sur mesure au stade AVP puis PRO ;
- Rédaction d'un marché mobilier et/ou intégration de prescription à l'un des marchés travaux (CCTP et DPGF/BPU) ;
- Réalisation de plans PRO/DCE de mobilier sur mesure le cas échéants ;
- ACT des marchés mobiliers ;
- Suivi de chantier jusqu'à réception des marchés mobiliers.

On identifiera la part de mission MOB1 correspondant aux études d'AVP, et la part de mission MOB2 correspondant aux missions PRO, VISA, DET, AOR.

La part de la mission MOB1 est incluse dans la partie A. La part de la mission MOB2 est incluse dans la partie B.

Le détail des attendus pour chaque partie de mission est spécifié dans l'annexe 1 au présent CCP.

1.6 Découpage de la mission

Le présent marché n'est pas décomposé en lot, mais comprend des tranches fermes, des tranches optionnelles subdivisées en phases.

Le projet est prévu en trois phases :

- **Phase 0** : Travaux de curage préalable ;
- **Phase 1** : Travaux du R+2 et R+3, ainsi que la réalisation des renforts de plancher et l'élargissement de la trémie ;
- **Phase 2** : Travaux du RDC et R+1 ;

Le marché de MOE est prévu en 2 tranches opérationnelles, regroupant les 3 phases comme suit :

- **Tranche 1 (tranche ferme)** : Etudes de conception sur la totalité du bâtiment et travaux des niveaux R+2 et R+3
- **Tranche 2 (tranche optionnelle)** : Consultation des entreprises et travaux des niveaux RDC et R+1

TRANCHE 1 (FERME) : ETUDES DE CONCEPTION & TRAVAUX DES NIVEAUX R+2 ET R+3

La tranche 1 correspond aux besoins prioritaires de l'établissement et aux contraintes d'occupation du bâtiment.

Le périmètre de la tranche 1 comprend :

- L'ensemble des missions de base, complémentaire et PSE de la phase 0 et de la phase 1
- L'ensemble des missions de base, complémentaire et PSE jusqu'au PRO/DCE inclus de la phase 2

Il est attendu de la part du MOE un seul rendu par mission jusqu'à l'AVP inclus et la remise de trois PRO/DCE :

- Un pour les travaux de la phase 0

- un pour les travaux de la phase 1 ;
- un pour les travaux de la phase 2 ;

Comme indiqué dans le programme technique détaillé, cette première tranche comprend également l'intervention sur l'escalier de secours (avec élargissement de la trémie associée) et ses impacts au RDC et au R+1, ainsi que les renforts du plancher bas du R+2, nécessitant une intervention au R+1.

Les délais de la phase 0, à partir du PRO/DCE seront propre à cette phase.

La Tranche 1 phase 0 doit être livrée pour juin 2027.

La tranche 1 phase 1 doit être livrée pour juillet 2028.

TRANCHE 2 (OPTIONNELLE) : TRAVAUX DES NIVEAUX RDC ET R+1

La tranche 2 correspond à l'organisation de la consultation de travaux et le suivi des travaux concernant les étages en RDC et R+1.

Cette tranche est conditionnée par la libération des locaux en RDC, aujourd'hui occupés par le Centre de Santé Mentale Etudiant (CSME), ainsi que par l'obtention de financement complémentaire.

L'ensemble des travaux se dérouleront en site occupé. En effet, le bâtiment H sera occupé pendant la totalité des travaux :

- **Durant les travaux de la tranche 1, le bâtiment sera occupé en RDC par le centre de santé mentale.**
- **Durant les travaux de la tranche 2 : le bâtiment sera occupé par la vie étudiante de Sciences Po Lyon aux R+2 et R+3.**

L'attention du titulaire est également attirée sur le fait que le RDC est actuellement un ERP de catégorie 5 au RDC, correspondant à l'usage de centre de santé mentale, dont le fonctionnement ne devra pas être impacté par les travaux phase 1.

Tranches Optionnelles :

La tranche 2, correspondant aux travaux qui seront réalisés suite à la libération du centre de santé mentale (en RDC et R+1), sont en tranche optionnelle (TO).

En synthèse le découpage de la tranche ferme et de la tranche optionnelle est défini comme suit :

	Missions de base	Découpage Opérationnel		
		Phase 0 : Curage	Phase 1: R+2 et R+3	Phase 2 : RDC et R+1
Mission A	Avant projet (AVP) + dossiers relatifs aux demandes d'autorisation administratives	<div>Tranche Ferme</div> <div>Tranche Optionnelle</div>		
Mission B	Etudes de projet (PRO)			
	Dossier de consultation des entreprises (DCE) – trois DCE devront être remis par le MOE correspondant à un DCE par phase			
	Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)			
	Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)			
	Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)			
	Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)			

Les missions complémentaires obligatoires et prestations supplémentaires éventuelles seront également réparties entre tranche ferme et optionnelles :

	Missions complémentaires obligatoires et Prestations supplémentaires éventuelles	Découpage Opérationnel		
		Phase 0 : Curage	Phase 1: R+2 et R+3	Phase 2 : RDC et R+1
Du démarrage de la mission au DCE	Diagnostic (DIAG)	<div>Tranche Ferme</div> <div>Tranche Optionnelle</div>		
	Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) (SSI1 + SSI2 PRO/DCE)			
	PS1 : Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) (OPC 1 + OPC 2 PRO/DCE)			
	PS2 : Concertation/ Co-conception			
	PS3 : Mobilier (MOB1 + MOB 2 (PRO/DCE))			
de l'ACT à l'AOR	Etudes d'exécution partielle limitées au Détail Estimatif Quantitatif et Calendrier prévisionnel d'exécution (EXE partielles)	<div>Tranche Ferme</div> <div>Tranche Optionnelle</div>		
	Mission synthèse (SYNT)			
	Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) (SSI2 à partir de l'ACT)			
	PS1 : Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) (OPC 2 à partir de l'ACT)			
	PS3 : Mobilier (MOB2 à partir de l'ACT) ;			

1.7 Mode de dévolution des travaux

Le dossier de consultation des entreprises sera élaboré en fonction du mode de dévolution des marchés de travaux, qui sera la passation d'un ou plusieurs marchés allotis, conformément aux tranches opérationnelles définies préalablement.

1.8 Marchés similaires

L'acheteur pourra passer des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché après mise en concurrence.

Article 2. Contexte de l'opération

2.1 Présentation du projet

Le projet d'extension des locaux de Sciences Po Lyon s'inscrit dans le cadre du CPER 2021-2027 et en particulier dans l'axe 1 du CPER « relocaliser et faire d'Auvergne Rhône Alpes la grande créatrice d'emplois », via sa déclinaison « Miser sur l'innovation et la recherche d'excellence ».

La vie étudiante est au cœur de l'identité et des préoccupations de Sciences Po Lyon. Tout d'abord parce que la vie étudiante est en lien avec le bien-être étudiant, une des priorités de l'établissement qui vise ainsi à lutter contre l'isolement social et la précarité et à participer au bien-être général des étudiants. Ensuite parce que la vie étudiante intègre la vie associative très riche à Sciences Po Lyon. La vie étudiante est rythmée par environ 40 associations qui participent au modèle éducatif de l'école mettant l'accent sur la prise de responsabilité, le travail en équipe, l'humanisme et le développement de projet collectif.

Les locaux dédiés à la vie étudiante de Sciences-Po Lyon sont aujourd'hui très réduits (80m² en sous-sol) et peu adaptés aux besoins des différentes associations et aux 1619 étudiants présents sur une grande amplitude horaire. Ainsi Sciences Po Lyon projette d'étendre ses locaux au sein du bâtiment H de l'Ilot Rognon dans le cadre d'une prise à bail avec la ville de Lyon. Le bâtiment de 3 étages, propriété de la Ville de Lyon, construit en 1894, est situé à proximité de l'école et notamment de son bâtiment pédagogique. Le campus de Lyon étant actuellement contraint, l'existence de locaux disponibles à proximité immédiate représente une opportunité à ne pas manquer. Le projet propose ainsi l'adaptation du bâtiment H pour répondre au besoin de l'établissement.

2.2 Les enjeux du projet

Les **enjeux** du projet sont les suivants :

- **Stratégique** : Proposer aux étudiants des espaces destinés à la vie étudiante. La vie étudiante relève d'un axe stratégique de Sciences Po Lyon, tant sur les aspects du bien-être étudiant que dans la perspective offerte aux étudiants de s'investir dans le milieu associatif. La vie étudiante constitue à ce titre une préoccupation grandissante de l'enseignement supérieur. La concrétisation du projet permettrait à Sciences Po Lyon de disposer de locaux à proximité immédiate de son site Berthelot (campus de Lyon) aujourd'hui très contraint ;

- **Urbain et architectural** : Concevoir une rénovation en accord avec le caractère patrimonial du bâtiment H et offrir aux étudiants des espaces identifiés dans leur campus et facilement appropriables ;
- **Fonctionnel** : Proposer aux étudiants des locaux qui leur seront dédiés à proximité des lieux de cours, des lieux pour la vie associative, des espaces de bien-être, de quiétude ou de partage ;
- **Chantier en site occupé** : Préserver l'activité du Centre de Santé Mentale Etudiant (ComUE Université de Lyon) situé au RDC (en phase 1) et limiter les nuisances pour le personnel soignant et les étudiants ;
- **Adaptation à l'existant** : la rénovation s'attachera de conserver autant que possible les éléments architecturaux et structurels existants (conservation de l'escalier principal en pierre etc.) ;
- **Environnementaux** : Prévoir une rénovation énergétique globale du bâtiment en cohérence avec la politique immobilière de l'Etat ;
- **Opérationnel** : réalisation des travaux en deux phases qui répondent au calendrier défini ;
- **Maîtrise du budget** : respecter l'enveloppe budgétaire fixée

Cette rapide présentation est complétée par les éléments programmatiques et techniques joints au présent CCP :

Annexe 2 : Programme Technique Détaillé

Annexe 3 : Dossier bâtiment

- Diagnostic Structure
- RAAT Amiante
- Diagnostics plombs
- Plans niveau et façade en PDF et DWG

2.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées dans Bâtiment H – Ilot Rognon, 24 rue Etienne Rognon à Lyon 7^{ème}

Le bâtiment est occupé en RDC par le centre de santé mentale et en R+1 par les services de la ville de Lyon. Le service éducation sera relocalisé avant le démarrage des travaux.

Le titulaire intégrera dans sa prestation le fait que les travaux devront être compatibles au fonctionnement du bâtiment. Il veillera notamment à ce que les contraintes imposées aux entreprises permettent d'éviter les nuisances de voisinage et les nuisances liées à la poussière. Des dispositions très strictes seront prises sous sa responsabilité pour garantir un niveau de propreté du chantier optimal.

2.4 Intervenants

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) par le titulaire pour l'exécution de la prestation, aura(ont), dans le cadre des missions identifiées dans le C.C.P., de nombreux interlocuteurs dans le cadre de sa (leur) mission :

2.4.1 Maître d'ouvrage : Sciences Po Lyon

Sciences Po Lyon est le maître d'ouvrage du projet.

2.4.2 Ville de Lyon

La ville de Lyon est propriétaire du bâtiment H. Une convention de transfert de gestion lie la Ville à Sciences Po Lyon.

2.4.3 Mandataire du Maître d'ouvrage : COMUE Lyon – Saint-Etienne

Le maître d'ouvrage a confié à la ComUE Lyon St Etienne dans le cadre d'une convention, un mandat de maîtrise d'ouvrage.

2.4.4 Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle sera attribué ultérieurement. Le nom du contrôleur et sa mission seront alors communiqués au maître d'œuvre.

2.4.5 Coordinateur SPS

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement. Le nom du coordinateur SPS sera alors communiqué au maître d'œuvre.

2.4.6 AMO Commissionnement

Le maître d'ouvrage et son mandataire se réserve la possibilité de désigner un AMO commissionnement. Celui-ci sera désigné au stade APS et suivra le projet au-delà de sa réception. Le titulaire du présent marché devra tenir compte des prescriptions et préconisations faites par l'AMO. Des temps d'échanges spécifiques et réguliers pourront être attendus en présence de la maîtrise d'ouvrage et/ou de son mandataire.

2.4.7 OPC

La prestation fera l'objet d'un marché spécifique attribué ultérieurement. Le nom de l'OPC choisi sera alors communiqué au maître d'œuvre.

2.4.8 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

Article 3. Obligations générales des parties

3.1 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

3.2 Portail de gestion documentaire

Dans le cas où le maître d'ouvrage ou son mandataire décide de mettre en place un portail de gestion documentaire pour assurer la gestion documentaire du projet (depuis le démarrage des études jusqu'à la réception des travaux), l'ensemble des acteurs de l'opération et en particulier le titulaire du présent contrat ont l'obligation d'utiliser la plateforme de gestion documentaire pour leurs échanges de documents.

L'accès à la plateforme se fait via tout type d'appareil (PC, MAC, tablettes) en utilisant les navigateurs internet courants.

Des identifiants seront transmis par mail à chaque utilisateur.

L'obligation d'utiliser le service n'exonère en aucune façon les intervenants de leurs obligations d'établir les plans et documents en papier conformément aux prescriptions de leur marché.

Il appartient à chaque utilisateur, en tant qu'émetteur de données et de documents, de vérifier que chaque transmission effectuée s'est faite conformément aux procédures en vigueur et de signaler, dans les meilleurs délais, toute défaillance technique éventuelle à l'administrateur du portail.

Article 4. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont constituées de pièces particulières spécifiques à cette opération et de pièces générales.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MOE, l'ordre de priorité des pièces particulières est le suivant, par ordre décroissant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG - MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marché public de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maitres d'ouvrages publics à des prestataire de droit privé et des annexes ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'inspection du travail, de la CARSAT et de l'OPPBT, les normes homologuées en France et en Europe, les cahiers DTU,
- Les règles de calcul DTU, les Eurocodes, les avis techniques et cahiers techniques du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.
- Les dispositions du Code du patrimoine.
- Les dispositions du Code de la construction et de l'habitation
- Les dispositions du Code de l'urbanisme
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises.
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point.

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contractuels susmentionnés.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

Article 5. Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

5.1 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;

- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, conformément à l'article 5.2 du CCAG - MOE.

5.2 Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-MOE, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Il est attiré l'attention du titulaire sur les plans des ZRR qui doivent être tenu confidentiels.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Article 6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Article 7. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Article 8. Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-MOE, les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'œuvre.

Article 9. Assurance

9.1 Généralités

Tous les intervenants (architectes, bureaux d'études techniques, maîtres d'œuvre...) assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, ils répondent notamment des garanties, responsabilités et risques mis à leur charge :

- Par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil (Loi 78.12 du 4 janvier 1978),
- Par les articles 1382 à 1386, 1788 à 1791 du même Code.

Le maître d'ouvrage entend souscrire une assurance dommages-ouvrage et tous risques chantier.

9.2 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son mandataire du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti, sera détaillée dans l'attestation.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la réalisation du contrat quel qu'en soit le motif.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

Concepteurs : Responsabilité Civile cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

- Responsabilité civile Exploitation : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par sinistre dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.500.000 € par sinistre,
 - Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par année.
- Responsabilité civile Professionnelle et Après travaux : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par année dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.500.000 € par sinistre et par an,
 - Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par sinistre et par an.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de dix mille (10.000) Euros.

9.3 Responsabilité civile décennale

Il est convenu entre les parties que le présent marché concerne les travaux de restructuration et rénovation du bâtiment actuel considéré comme un immeuble par nature et qui seront réalisés selon des techniques de travaux bâtiment relevant donc d'une obligation d'assurance RC Décennale.

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale.

Ainsi, le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des Assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Cette police devra prévoir une des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir une garantie limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent obligatoirement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

9.3.1 Attestation d'assurance :

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale exigée des intervenants devront être :

- Remises dans les 15 jours après notification du marché attribué ;
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul). Elles devront comporter mention que l'Assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale devra obligatoirement :

- Mentionner les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du maître d'œuvre,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires

9.3.2 Assistance au maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance :

Le maître d'œuvre doit assistance au maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- Il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre,
- Il informe le maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés,
- Il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

CHAPITRE II. PRIX ET REGLEMENT

Article 10. Prix

10.1 Enveloppe financière des travaux

10.1.1 Coût prévisionnel provisoire (CPP)

Ce coût prévisionnel provisoire (CPP) est présenté à l'article 1.2 du présent CCP. Il ne prend pas en compte les actualisations, ni les tolérances contractuelles.

10.1.2 Coût prévisionnel définitif (CPD)

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif (CPD) sur la base des études d'avant-projet.

Ce coût prévisionnel est établi en fonction de la décomposition prévisionnelle des lots du marché de travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de chaque phase d'étude est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-avant.

Le taux de tolérance sur le cout prévisionnel définitif fixé en phase APD par rapport à l'enveloppe prévisionnelle du maitre d'ouvrage est donc égale à 3 %.

Après réception de l'avant-projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion notamment :

- De la rémunération du maître d'œuvre
- Des frais de contrôle technique
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- De tous les frais financiers

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo, correspondant au mois de remise de l'offre par le titulaire.

10.2 Forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement, conformément à l'article R2432-7 du Code de la commande publique et concerne à la fois les missions de base et les missions complémentaires.

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est fixé après engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, lequel intervient à la validation de l'avant-projet.

La part provisoire du forfait (FP) porte uniquement sur les éléments des missions de base et complémentaires correspondant à la partie B et aux prestations supplémentaires éventuelles.

La partie A fait l'objet d'un forfait définitif fixé à l'acte d'engagement, pour la mission de base et les parties correspondantes des missions complémentaires.

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est fixé par avenant après engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, lequel intervient à la validation de l'avant-projet définitif (AVP).

Il résulte de l'application des modalités suivantes :

10.2.1 En l'absence de modification du programme ou de prestations acceptées par le maître d'ouvrage ou son mandataire :

Le forfait définitif de rémunération (FD) sera arrêté par ordre de service du Maître d'ouvrage, qui fixera également le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD).

Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est égale au coût prévisionnel provisoire (CPP),

Si $CPD = CPP$, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est inférieure au coût prévisionnel provisoire (CPP),

Si $CPD < CPP$, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le maître d'œuvre est supérieure au CPP, notamment :

Le Maître d'ouvrage pourra au choix :

- Exiger une reprise des études sans indemnisation ;
- Résilier le contrat aux torts exclusifs du maître d'œuvre. Dans ce cas, la rémunération de la mission effectuée au jour de la résiliation sera due par le maître d'ouvrage ;
- Accepter la nouvelle enveloppe travaux.

Après accord du maître d'ouvrage ou son mandataire sur les modifications et leurs incidences financières, le coût prévisionnel définitif sur lequel s'engage le maître d'œuvre est : $CPD = CPP + \Delta CPP$

Dans ce cas précis, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

10.2.2 En cas de modification du programme ou de prestations proposées par le maître d'ouvrage ou son mandataire :

Le forfait de rémunération provisoire (FP) pour la mission principale est celui qui résulte de l'Acte d'Engagement arrêté lors de la mise au point du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies ci-dessous.

Le forfait de rémunération définitif est fixé de la façon suivante :

a) Dès que la différence (ΔCPP) entre le coût prévisionnel provisoire (CPP) et le coût prévisionnel définitif (CPD) franchit en plus ou en moins un « palier », la rémunération provisoire FP est affectée d'un coefficient A. La valeur d'un « palier » est égale à 3 % (trois pour cent) du coût prévisionnel provisoire de travaux (CPP).

b) Le coefficient A possède les valeurs suivantes :

Palier	Evolution CPP	Valeur de A
1	< 3%	A1= 1
2	3 % < ΔCPP < 6 %	A2= 1,02
3	6 % < ΔCPP < 9%	A3=1,04
4	9 % < ΔCPP < 12%	A4=1,06

5	12 % Δ CPP < 15%	A5= 1,09
6	>15%	A5= 1,12

c) Lorsque que CPD est inférieur au CPP, le forfait de rémunération définitif est fixé proportionnellement à l'évolution du CPP.

10.2.3 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Un avenant permettra de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération de la tranche ferme.

10.3 Forme des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

10.3.1 Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « M0 ».

10.3.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 1973). Il est publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable (www.btp.developpement-durable.gouv.fr) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

10.3.3 Modalités de révision

Les prix du marché sont révisables mensuellement selon les modalités ci-après :

Le coefficient de révision applicable CCn pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution est donné par la formule suivante : $CCn = 0,15 + 0,85 * I_n / I_0$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les dernières valeurs connues prises par l'index, respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des prestations.

10.3.4 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Article 11. Précisions sur les modalités de règlement

11.1 Avance

11.1.1 Avance au titulaire ou à son sous-traitant

Le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance, conformément à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. Cette avance correspond à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant est une petite entreprise ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial du toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché, divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance sera accordée si le titulaire du marché précise l'accepter dans l'acte d'engagement qu'il aura dûment rempli lors de la remise de son offre

11.1.2 Paiement et remboursement de l'avance

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution de la tranche du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant (TTC) du marché. Le remboursement doit être achevé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant du marché (TTC).

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

11.1.3 Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, au sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 et suivants du code de la commande publique.

11.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes réglés périodiquement.

11.2.1 Fractionnement de la rémunération suivant les éléments de mission et date d'exigibilité des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes réglés périodiquement, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission et la date d'exigibilité de l'acompte sont fixées dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
DIAG	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
AVP Dossier(s) autorisation(s) administrative(s) Dossiers Modificatifs	60 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
	15 %	À la remise du document, après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
	5%	À la remise du document, après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
PRO	80 %	À la remise du dossier
	20 %	

		Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
DCE	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
Mission complémentaire – EXE partielles	100%	A la remise des devis quantitatifs détaillés par lots et du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état
ACT	60 %	À la remise du RAO
	40%	Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le mandataire du maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises
VISA	Exigible en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la production des plans d'exécution visés correspondants	
Synthèse (SYN)	Exigible en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la production des plans d'exécution visés correspondants	
DET	90%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation)
	10%	À la date de l'accusé de réception, par le mandataire du maître d'ouvrage du projet de décompte générale de l'ensemble des entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	30 %	À la date d'accusé de réception par le mandataire du maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables
	30 %	À la réception. A la remise du dossier des ouvrages exécutés.
	20 %	À l'achèvement des levées de réserves.
	20 %	À la fin du délai de garantie de parfait achèvement
CSSI	50%	A la validation du cahier des charges fonctionnel du SSI à l'issue de la phase AVP
	25 %	A la validation de dossier d'identité SSI et/ou de la mise à jour du dossier existant
	25 %	A la validation du PV de réception technique du SSI exempt de réserves
PSE – Mobilier	25%	A la validation de l'AVP
	20%	A la validation du PRO
	15%	A l'issue de l'ACT
	10%	VISA
	25 %	DET
	5%	À la date d'accusé de réception par le mandataire du maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Les livrables attendus à minima pour chacune des missions est détaillé en **Annexe 1 du présent CCP**.

11.2.2 Montant des acomptes

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. Les demandes de paiement sont à adresser et à envoyer au Mandataire du Maître d'Ouvrage (ComUE Lyon Saint Etienne) et doivent comporter la mention « ComUE Lyon St Etienne, au nom et pour le compte de Sciences Po Lyon ».

La remise d'une demande de paiement intervient selon la périodicité du tableau présent à l'article 11.2.1 du CCP.. Le titulaire notifie alors au maître d'ouvrage une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO ou toute plateforme de gestion mise en place par le maître d'ouvrage. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

Le cas échéant, le titulaire adressera ses demandes de paiement via la plateforme de gestion financière mise en œuvre pour l'opération.

Projet de décompte

Les projets de décompte présentés par le maître d'œuvre établissent le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard ou des réfections.

Conformément à l'article 11.3 du CCAG-MOE, le projet de décompte fait ressortir :

- a) Le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG- MOE ;
- b) La décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- c) Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- d) En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- e) En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- f) Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de sous-traitance durant l'exécution du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous- traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;

- Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les projets de décompte indiquent les phases réalisées, de la mission leur date d'achèvement et leur rémunération, par référence au tableau figurant ci-avant.

Pour les phases de mission en cours de réalisation pouvant être partiellement réglées avant leur achèvement, en application des dispositions figurant ci-avant, les projets de décompte indiquent le pourcentage de leur rémunération exigible.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des acomptes par le maître d'ouvrage ou son mandataire.

Décomptes périodiques

Le maître d'ouvrage ou son mandataire vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles.

Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

Acomptes périodiques

Le montant des acomptes à verser au titulaire du marché est déterminé par le maître d'ouvrage ou son mandataire qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent ;
- b) L'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte ;
- c) L'incidence de la T.V.A ;
- d) Le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

Le maître d'ouvrage délégué notifie au titulaire du marché le montant de l'acompte ci-avant, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le titulaire du marché a été modifié.

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur un décompte doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 12.1.4 du CCAG-MOE.

11.3 Solde

11.3.1 Solde – décompte final

À l'achèvement de sa mission dans le respect des conditions énoncées à l'Article 25 ci-après, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage ou à son mandataire une demande de solde, sous forme de projet de décompte final, dans les conditions fixées à l'article 11.7 du CCAG- MOE.

Le projet de décompte final indique le montant de la rémunération (F) du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ou son mandataire vérifie le projet de décompte final et dresse l'état faisant ressortir :

- a) Le montant de la rémunération forfaitaire hors TVA ;
- b) La réfaction éventuelle pour non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 8.2 ci-après ;

- c) Le forfait rectifié de rémunération, ce forfait étant égal à la différence des postes a) et b) ci-avant ;
- d) Les pénalités éventuelles ;
- e) La rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale à la différence des postes c) et d), et constituant le décompte final.

Par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG-MOE, et si le projet de décompte final, malgré une mise en demeure formulée par le maître d'ouvrage ou son mandataire n'a pas été produit dans un délai de 30 jours à partir de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (éventuellement prolongé) de tous les travaux, le maître d'ouvrage est fondé à procéder à la liquidation sur la base du décompte établi par ses soins aux frais et risques du titulaire. Il est notifié au maître d'œuvre.

11.3.2 Décompte général – montant du solde

Le maître d'ouvrage ou son mandataire établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-avant ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c) Le montant en prix de base et hors TVA du solde, ce montant étant la différence du poste a) et b) ci-avant ;
- d) L'effet de la révision appliquée sur le montant ci-avant ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) Le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d), e) ci-avant ;
- g) La récapitulation des acomptes partiels, de leur révision et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Le décompte général et définitif du marché est :

- Soit le décompte général revêtu de la signature, sans réserve, du maître d'œuvre puis celle de la personne responsable du marché ;
- Soit le décompte général accru du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige.

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur le décompte général doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 12.1.4 du CCAG-MOE.

Conformément à l'article 11.8.4 du CCAG MOE, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 11.8.3, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 35, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

11.4 Délais de règlement

Le délai dont dispose la personne publique pour procéder au paiement des sommes dues est de 30 jours, à compter de la plus tardive des échéances suivantes :

- La réception des demandes d'acompte ;
- La date du service fait.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Il est précisé en outre que le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

11.5 Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors à la ComUE Lyon Saint-Etienne une demande de paiement adressée au maître d'ouvrage (ici, Sciences Po Lyon), établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant la plateforme de gestion financière mise en œuvre pour l'opération. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivie, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

11.6 E-Facturation

Le titulaire transmet l'ensemble des documents relatifs au règlement des prestations prévues au Marché, notamment ses factures, décomptes et demandes de paiement, par voie électronique au maître d'ouvrage ou son mandataire.

Pour cela, le maître d'ouvrage ou son mandataire pourra se doter d'une plateforme collaborative (système d'échange de données informatiques) sur laquelle l'ensemble de ces documents devront être transmis par le titulaire. Cette plateforme notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

Le titulaire est tenu d'adhérer au système d'échange de données informatiques choisi par le maître d'ouvrage ou son mandataire pour la saisie des situations.

Article 12. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En ce qui concerne les cotraitants, l'article 12 du CCAG-MOE est appliqué.

En cas de groupement solidaire, le paiement pourra être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

CHAPITRE III. EXECUTION ET PERIMETRE DES PRESTATIONS

Article 13. Engagements du maître d'œuvre

13.1 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du cout prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le **coût prévisionnel des définitifs des travaux (CPD)**, tel que défini à l'article 10 du présent CCP. Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises de travaux. Il s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux réajusté au coût prévisionnel définitif des travaux assortis d'un **taux de tolérance fixé à 3%**.

13.1.1 Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du cout cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi à l'entier au millième supérieur est appliqué au cout cumulé des marchés de travaux.

13.1.2 Calcul du seuil de tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance = CPD hors taxes x 1,03**

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 27 du CCP régissant les résiliations.

13.2 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le **coût cumulé des marchés de travaux (CMT)**. Le respect de cet engagement est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux résultant des décomptes finaux et des factures des entreprises. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un **taux de tolérance fixé à 2%**.

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des articles 14.1.3 & 14.1.4.

13.2.1 Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance = CMT hors taxes x 1,02**

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie à l'article 16 du présent CCP.

Article 14. Prestations supplémentaires ou modificatives

14.1 Modifications de programme et contrôle des coûts

14.1.1 Modifications du programme

Si le maître d'ouvrage est amené à faire une extension ou une réduction du programme postérieurement à la validation de l'APD, et d'une façon générale à lui apporter des modifications ayant une incidence financière, il en sera tenu compte au niveau du coût prévisionnel qui pourra faire l'objet d'un avenant.

En outre, en cas de réduction du programme, le maître d'œuvre sera rémunéré pour la partie de la mission déjà effectuée concernant les ouvrages ou les parties d'ouvrages supprimés.

De manière générale, toute modification du programme, que ce soit en phase études ou en phase travaux, et ce peu importe son origine, devra faire l'objet d'une validation écrite de la maîtrise d'ouvrage après présentation détaillée des conséquences techniques, financières et calendaires par la maîtrise d'œuvre, notamment si celle-ci impose une révision du marché de maîtrise d'œuvre. Le titulaire mettra tout en œuvre pour transmettre ces éléments dans les meilleurs délais afin que ces éléments soient validés avant leurs conséquences sur l'opération. Les reprises d'études et modifications de périmètre n'ayant pas fait l'objet d'une validation au préalable par la maîtrise d'ouvrage ne sauraient donner lieu à des demandes d'honoraires a posteriori.

14.1.2 Suivi financier

Le maître d'œuvre met en place une procédure de suivi financier continu. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révéleraient nécessaires.

Le suivi financier consiste en la mise à jour à chaque phase pendant la durée des études, chaque mois en phase travaux, de la décomposition par lots du montant des travaux.

Le maître d'œuvre remet un modèle faisant apparaître la décomposition de l'estimation du montant des travaux par lots, la marge de tolérance de cette estimation sera répartie entre lots, en fonction des aléas attachés aux travaux correspondants.

Après accord du maître d'ouvrage, cet état sera tenu à jour, en sorte que notamment, la répartition de la marge affectée aux différents lots puisse être modifiée à mesure de l'avancement des études et des marchés de travaux, en particulier au moment de la remise du dossier de consultation des entreprises et à la notification des marchés de travaux.

De plus, cet état comporte en annexe les fiches mentionnant l'origine et le montant des modifications apportées au projet en distinguant pour chaque phase de l'opération conformément à l'article 13 :

- Les prestations Tm sur modifications demandées par le maître d'ouvrage,
- Les prestations Ts introduites par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des prestations supplémentaires éventuelles « techniques » telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites acceptées par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation que le maître d'œuvre est tenu de fournir, il peut exiger de celui-ci la reprise des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en Ts.

Pour parer, sans délai, aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre peut préparer des variantes « économiques ». Ces variantes, sont soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais, leurs études et réalisations doivent être sans incidences sur les délais d'exécution. Ces variantes économiques sont classées en Ts.

Lors de l'analyse des offres et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines variantes.

14.1.3 Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du Maître d'ouvrage (Type TM)

Si au cours du marché, le maître d'ouvrage décide une modification du programme, ou en cas de sinistre apparu sur le chantier, les incidences financières éventuelles sur l'estimation prévisionnelle du coût des travaux et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre sont estimées par le maître d'œuvre et font l'objet d'une négociation avec le maître d'ouvrage s'ils interviennent après la validation de l'APD.

Les conséquences éventuelles des modifications d'un texte réglementaire applicable au projet sont assimilées aux modifications de programme.

Ces modifications peuvent faire l'objet d'honoraires supplémentaires, à l'exception :

- Des modifications n'ayant pas d'impact sur le programme (simples aléas techniques) ;
- Des modifications en moins-values ;
- Des modifications suite à un sinistre dû à une erreur du titulaire ;
- Des modifications suite à une erreur ou un oubli du titulaire.

Les honoraires seront calculés sur la base du taux définitif de rémunération du marché en fonction des phases concernées.

14.1.4 Modifications apportées à la demande du Maître d'œuvre (Type TS)

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer, sans incidence financière ou sur les délais, des options de prestations référencées Ts. Les modifications de type Ts ne sont pas susceptibles de générer de rémunération supplémentaire.

Pendant la phase d'études, ces prestations modificatives ne peuvent avoir comme conséquence de modifier globalement les estimations initiales ou définitives sur lesquelles le maître d'œuvre s'est engagé.

Les modifications de type Ts apparaissant après la notification des marchés de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre. Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier le forfait de rémunération.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes les modifications de type Ts, y compris celles qui n'apportent pas de modifications de coût.

Le maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage un projet de modèles de fiche technique de proposition de modification (FTM) et d'ordre de service à la remise du DCE.

Article 15. Délai d'exécution

15.1 Durée du marché

La durée du marché s'étend de la date de notification jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, soit un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux. La durée du présent marché est prorogée si une prolongation du délai de garantie des travaux est décidée par le maître d'ouvrage.

La durée prévisionnelle du marché est de **6 ans**, garantie de parfait achèvement incluse.

Cette durée exceptionnelle est justifiée par l'objet du marché : le marché concerne une opération de réhabilitation et restructuration complexe du fait de la réutilisation d'un bâtiment ancien (construit en

1890), en site occupé. Ce projet nécessite ainsi la continuité de la mission de maîtrise d'œuvre assurant la tranche ferme et celui assurant la tranche optionnelle pour permettre une cohérence globale architecturale, une maîtrise budgétaire de bout en bout et une maîtrise du planning.

La durée prévisionnelle des travaux (préparation de chantier inclus) est la suivante :

- Tranche ferme : 10 mois y compris préparation, hors curage (anticipés).
- Tranche optionnelle : 8 mois y compris préparation

Il est à noter que les travaux de curage-démolition préalable au démarrage de la phase 1 devront être démarrés dès que possible en 2026 selon le calendrier des travaux.

Le titulaire du présent marché devra permettre dans le cadre des études de conception d'identifier les pistes d'optimisation des délais prévisionnelles.

Les délais de livraison prévisionnelle sont :

- Livraison Tranche Ferme : Juillet 2028
- Livraison Tranche Optionnelle : fin 2029

La date de démarrage du délai d'exécution des prestations équivaut à la date de notification du marché. Par la suite, le marché sera exécuté au moyen d'ordre de services.

15.2 Généralités sur les délais

La mission ne comporte pas un délai global d'exécution. Des délais partiels sont fixés en fonction de la nature et de la particularité de chaque élément de mission.

Chaque élément de mission sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Ces derniers sont signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le maître d'ouvrage, en cours d'exécution du marché.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il les formule au maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 3.8 du CCAG-MOE.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

Chaque ordre de service est notifié par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Le présent marché est exécutoire à compter de sa date de notification. Le marché s'achèvera à l'issue du dernier élément de la période de GPA.

Les pénalités portent sur tous les jours calendaires de retard dans l'exécution des éléments de mission.

Les prestations doivent être exécutées conformément aux délais par mission mentionnés dans les articles suivants.

15.3 Délais pour les « Etudes »

15.3.1 Etablissement des documents

Les délais sont les mêmes pour la tranche ferme et la tranche optionnelle. Seule la Tranche ferme phase 0 dispose d'un délai différent concernant les études de PRO/DCE.

Éléments de mission	Documents / actes	Délai de réception maximum	Début du délai
Mission complémentaire DIAG	Elaborer les études de Diagnostic	[5 semaines]	Date de notification du marché
AVP / Autorisation(s) administrative(s)	Elaborer l'Avant-Projet Définitif	[8 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation du DIA
	Réaliser le(s) dossier(s) d'autorisation(s) administratives(s)	[3 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation du MOA des dossiers d'autorisation administratives
PRO	Etablir les études de projet	[7 semaines]	Date de l'ordre de service de lancement de la mission
DCE	Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises	[3 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation du PRO
Mission complémentaire EXE partielle DQE + Calendrier	Etablir les devis quantitatifs détaillés par lots et le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état	[3 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation du PRO
PRO/ DCE Tranche ferme phase 0 (curage)	Etablir les études de projet Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises	[7 semaines]	Date de l'ordre de service de lancement de la mission
ACT	Rapport préalable d'analyse des candidature et offres, et questions aux candidats	[10 jours]	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres
	Rapport définitif d'analyse des offres	[5 jours]	Date de réponse aux questions
	Procéder à la mise au point du ou des dossiers de marché	[5 jours]	Date de la décision d'attribution des marchés
PSE – Mobilier			Idem que les missions de base
Mission Complémentaire CSSI			Idem que les missions de base

Tout autre délai pourra être précisé par ordre de service.

Nota : la finalisation de l'AVP aboutissant à la validation de l'enveloppe définitive du projet, il est probable que le délai de validation de cette phase soit assez important.

15.4 Délais pour les « Travaux »

15.4.1 Etablissement des documents

En phase travaux les délais relatifs aux éléments de missions du MOE sont les même pour la tranche ferme et la tranche optionnelle.

Eléments de mission	Documents / actes	Délai de réception maximum	Début du délai
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	[5 jours]	Date de la réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
Mission complémentaire SYN	Etablir les études et plans de synthèse	[5 jours]	Date fixée par le calendrier détaillé des études et d'exécution des travaux
DET	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion	[2 jours]	Date de la réunion
	Procéder aux constatations	[5 jours]	Date de la demande de l'entrepreneur
	Notifier par ordre de services les décisions du mandataire du maître d'ouvrage	[2 jours]	Date de réception de la décision du mandataire du maître d'ouvrage
	Instruire les mémoires de réclamation	[15 jours]	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur
	Vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, établir les états d'acompte correspondants et les transmettre au mandataire du maître d'ouvrage.	[7 jours]	Date de réception du projet de décompte mensuel
	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux, établir les décomptes généraux et soldes et les transmettre au mandataire du maître d'ouvrage.	[10 jours]	Date de réception du projet de décompte final
AOR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).	[10 jours]	Date de réception par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au CCAP des marchés de

			travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux
	Proposer la réception au mandataire du maître d'ouvrage et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	[5 jours]	Date du Procès-Verbal des OPR.
	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) au mandataire du maître d'ouvrage.	[1 mois]	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.).	[5 jours]	Date de saisine par le mandataire du maître d'ouvrage
	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	[5 jours]	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves
DOE	Transmission du DOE maîtrise d'œuvre	[4 semaines]	Réception des PV de réception
Mission complémentaire – CSSI	Établir le dossier d'identité SSI et/ou de la mise à jour du dossier existant	[2 semaines]	Réception des PV de réception
	Transmettre le PV de réception technique du SSI exempt de réserves	[4 semaines]	Réception des PV de réception
PSE – Mobilier			Idem que les missions de base

Tout autre délai pourra être précisé par ordre de service.

15.4.2 Délais de livraison des ouvrages

Le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux.

15.4.3 Défaillance éventuelle du maître d'œuvre dans l'établissement des décomptes

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus à l'article 15.4.1 dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de la faire, dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes, aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant indépendamment des pénalités définies ci-après.

15.4.4 Ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, dans les conditions précisées ci-dessous. Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur concerné dans le délai de 2 jours.

Dans certains cas exceptionnels liés à des conditions d'urgence, les ordres de service pourront être diffusés par la maîtrise d'ouvrage après validation de principe de la maîtrise d'œuvre.

Ces ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci, à l'entrepreneur, lequel lui retournera après les avoir signés et complétés par la date de réception.

L'ordre de service dûment signé par les entrepreneurs est adressé au maître d'ouvrage. Toutefois les ordres de service ayant trait :

- A la modification du programme initial, entraînant la modification du ou des marchés de travaux ;
- A la notification de la date de commencement des travaux ;
- A la modification des délais d'exécution ;
- Au passage à exécution d'une tranche optionnelle ;
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- De façon générale ayant une incidence financière.

Ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'après décision écrite du maître d'ouvrage ou visa de celui-ci (courrier ou courriel avec accusé de réception).

Les ordres de service pouvant avoir une incidence financière ou sur les délais devront être précédés de l'émission d'une fiche technique de proposition de modification (FTM). Cette FTM indiquera une évaluation des incidences financières et calendaires des dispositions proposées. Après validation écrite du maître d'ouvrage, elle peut donner lieu à une demande de devis par l'entrepreneur (FTM provisoire) ou à l'émission d'un ordre de service exécutoire.

15.4.5 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception ont lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que l'entreprise titulaire ou le mandataire ait avisé la personne publique et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre dispose de cinq jours calendaires à compter de la date des opérations préalables à la réception, pour signaler aux entrepreneurs s'il a proposé ou non au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage et pour transmettre l'intégralité de ses propositions à la personne mandataire du maître d'ouvrage.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception, et aux propositions complémentaires correspondants du maître d'œuvre à la personne mandataire du maître d'ouvrage.

15.4.6 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de dix jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Article 16. Pénalités

16.1 Généralités

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par ailleurs, les pénalités exprimées ci-dessous d'entendent en euros hors taxes et les jours de calcul en jours calendaires.

16.2 Pénalités relatives à la fourniture de documents

En cas de retard dans l'émission des documents, que ce soit pour la phase « études » ou la phase « travaux », le maître d'œuvre subira, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250 €.

16.3 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

A l'issue de l'ensemble des travaux, si le coût constaté des travaux est supérieur au seuil de tolérance défini à l'article 13, le maître d'œuvre pourra supporter une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement, éventuellement modifié à l'issue des études d'APD, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 20% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA, DET et AOR).

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût de travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm) dépasse le seuil de tolérance défini à l'Article 13, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant à l'élément de mission direction des travaux.

16.4 Pénalités pour retard de livraison des ouvrages

Conformément à l'article 9.1, le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux.

Une pénalité de 250 € par jour de calendrier de retard sera appliquée en cas de non-respect de cet article.

La pénalité sera calculée sur la base du retard constaté par rapport au dernier calendrier d'exécution des travaux validé conjointement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de retard non imputable au titulaire, à savoir dans les cas suivants :

- Intempéries (conformément aux marchés de travaux) ;
- Retards dus à des décisions ou avis extérieurs tels que bureau de contrôle ;
- Défaillances d'entreprises ;
- Cas de force majeure.

16.5 Pénalités pour retard sur la vérification de la conformité du projet d'exécution

En cas de non-respect du délai associé, le maître d'œuvre pourra se voir appliquer sans mise en demeure, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250€.

16.6 Pénalités pour retard sur la vérification des projets de décompte mensuel ou final des entrepreneurs et établissement du décompte général

En cas de non-respect du délai associé, le maître d'œuvre pourra encourir, sur ces créances, sans mise en demeure, des pénalités dont le taux par jour de retard, est fixé à 1/500e du montant de l'acompte des travaux correspondant en prix de base hors TVA.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable.

16.7 Pénalités de retard dans l'instruction des mémoires de réclamations

En cas de retard sur le délai associé, le maître d'œuvre subira sans mise en demeure, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250 €.

16.8 Pénalités de retard pour absence sur le chantier

En cas d'absence du maître d'œuvre, soit à une réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son mandataire, le maître d'œuvre pourra subir, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire sera égal à 250 € par absence constatée.

16.9 Pénalités pour manquement au RGPD

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 1000€.

16.10 Autres pénalités

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non- respect d'un délai d'exécution (exemple présence à une réunion, respects de consignes, etc.), le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 250€.

Article 17. Primes

Le présent marché prévoit une prime conformément à l'article 9 du règlement de la consultation.

Article 18. Développement durable

18.1 Insertion sociale

Le présent marché ne prévoit pas de clause d'insertion sociale. Elle sera néanmoins prévue dans les marchés travaux.

18.2 Lutte contre le travail dissimulé sur le chantier

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

L'Université de Lyon sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 Le titulaire fournit à l'Université de Lyon, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire ou ses sous-traitants ne respectent pas leurs obligations, l'Université de Lyon le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser leur situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, l'Université de Lyon peut :

- a) Appliquer une pénalité forfaitaire définie au C.C.P. ;

- b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées au CCAG-Travaux.

Enfin, le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues au présent article pour l'ensemble des personnels affectés à l'exécution des prestations, ainsi que pour ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

18.3 Clause environnementale

Le maître d'œuvre prendra en compte sur la totalité des phases de sa mission :

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Il s'appuiera notamment en phase études sur le diagnostic PEMD fourni et sera garant du réemploi des éléments architecturaux et techniques déposés.

18.4 Support des livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

18.5 Actions concrètes prévues dans le cadre du projet

Le développement durable étant l'un des objectifs forts du présent projet, le maître d'ouvrage prévoit un certain nombre d'action spécifique venant en complément des éléments de missions du maître d'œuvre. Celles-ci sont détaillées dans l'Annexe 1 Livrables du présent CCP.

Ce dernier devra également s'appuyer sur l'annexe spécifique au PTD jointe au présent marché.

Article 19. Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre

19.1 Documents mis à la disposition du titulaire

Le maître d'ouvrage ou son mandataire mettra à la disposition du titulaire tous les documents nécessaires à la réalisation des prestations.

19.2 Matériels mis à la disposition du titulaire

Le maître d'ouvrage ou son mandataire mettra à la disposition du titulaire tous les moyens matériels nécessaires à la réalisation des prestations. Cette catégorie comprendra notamment tous les clefs / badges / moyens d'accès nécessaires à la circulation du titulaire dans le cadre de son marché.

La non restitution de ces éléments après mise en demeure pourra donner lieu à l'application des pénalités décrites ci-dessus.

CHAPITRE IV. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 20. Opérations de vérification

20.1 Réception des documents et achèvement de la mission

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions de l'article 20 du C.C.A.G.-MOE.

Par dérogation à l'article 20.4.2, du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le responsable du maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas présent lors des opérations de vérification.

20.1.1 Modalités de fourniture des documents d'études et d'exécution

Les documents à fournir par le maître d'œuvre, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, sont remis par celui-ci au maître d'ouvrage pour vérification et réception sous forme de tirages papier pliés au format A4. Le tableau ci-dessous précise le nombre de tirages à fournir :

Éléments de mission	Document	Nombre d'exemplaires (*)
DIA	Etudes de Diagnostic	1 + un jeu de plan
APS	Avant-Projet Sommaire	1 + un jeu de plan
APD	Avant-Projet Définitif Dossier(s) d'autorisation(s) administrative(s)	1 + nombre d'ex. demandé par les services instructeurs
PRO / DCE	Projet / DCE	1 + un jeu de plan
VISA	Visa- Etudes de synthèse	1 + un jeu de plan
AOR	Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	2 + un jeu de plan

(*) dont un exemplaire reproductible sera obligatoirement remis

Une version informatique de chaque dossier est fournie au maître d'ouvrage. Les plans sont fournis sous format Autocad et PDF, les pièces écrites en Word et Excel et PDF.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir un nouveau dossier complet dans le même nombre d'exemplaires que celui exigé initialement.

20.2 Mode de suivi de l'exécution

20.2.1 Suivi de l'exécution des études de conception

Pendant la réalisation des études de conception, des réunions sont organisées a minima tous les quinze jours, afin d'examiner l'avancement des études et de permettre au maître d'ouvrage d'émettre un avis sur les différents documents établis par la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre assurera la préparation et l'organisation de ces réunions et établira les projets de compte-rendu correspondants dans un délai de 72h (jours ouvrés).

20.2.2 Suivi de l'exécution des travaux

Il y aura, au minimum, un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le maître d'œuvre, en accord avec le maître de l'ouvrage ou son mandataire.

Ce rendez-vous aura pour objet :

- La vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel ;
- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date sera fixée à l'occasion du rendez-vous ;
- La bonne exécution par les entreprises des prescriptions fixées dans le plan de prévention.

Un compte-rendu détaillé sera établi par le maître d'œuvre. Il sera diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenants, dans les 48h suivant le rendez-vous.

D'autres rendez-vous pourront avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution et du mode de réalisation de parties d'ouvrage à laquelle concourent plusieurs entreprises. Le maître de l'ouvrage ou son mandataire pourra assister à toutes ces réunions qui feront l'objet de comptes rendus établis par le maître d'œuvre et diffusés à tous les intéressés.

Le maître d'œuvre tiendra également compte de la nécessité d'assurer tout au long de la phase chantier la sécurité des personnes et des biens, en visant notamment les observations du coordonnateur sécurité et protection de la santé pour le maître d'ouvrage et en répondant le cas échéant aux observations éventuelles.

Pendant la période de préparation des chantiers et de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre doit également participer aux réunions des cellules de synthèses mises en place par les entreprises.

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le mandataire du maître d'ouvrage est convié à ces réunions de suivi d'exécution des travaux. Elle fait le choix d'y assister ou non, selon l'opportunité.

20.2.3 Présence du Maître d'œuvre sur le chantier

Les représentants du maître d'œuvre doivent être habilités à prendre sur le champ les décisions nécessaires. La présence à toute réunion, de représentants du maître d'œuvre ne disposant pas de cette habilitation est assimilée à une absence et pénalisée en conséquence.

20.2.4 Rendez-vous avec la Maîtrise d'ouvrage

Au-delà des réunions de chantier organisées entre le maître d'œuvre et les entreprises dans le cadre de la mission DET, un rendez-vous de chantier bimensuel sera organisé entre le maître d'ouvrage délégué, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le cas échéant.

Ce rendez-vous a pour objet :

- La vérification de l'avancement des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel ;
- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées avec des tiers (entreprises etc.), ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion du rendez-vous.

Un compte-rendu est établi par le maître d'œuvre. Il est diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenants, sous 48h ouvrées après chaque rendez-vous.

20.3 Assistance aux opérations de réception et période garantie

20.3.1 Opérations préalables à la réception

Elles seront faites en présence du mandataire du maître d'ouvrage, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux travaux nécessaires par les entrepreneurs dans les délais qui leur seront indiqués par le mandataire du maître d'ouvrage.

La durée des opérations préalables à la réception sera précisée dans chaque marché de travaux. A défaut, elle sera de dix jours.

Les opérations préalables à la réception comprendront :

20.3.1.1 Les visites de pointage d'achèvement de toutes les parties de l'ouvrage

Ces visites seront effectuées en présence des participants à la visite de chantier hebdomadaire.

20.3.1.2 Les essais de réception de certaines installations techniques

Le programme de ces essais aura été établi par le maître d'œuvre et sera complété éventuellement par le contrôleur technique et par le maître d'ouvrage ou son mandataire.

20.3.2 Période de garantie de parfait achèvement (GPA)

Trois mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques du contrôleur technique. La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Article 21. Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet

21.1 Délais d'approbation des études

La décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études, doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 6 semaines maximum ou de 8 semaines pour la phase APD, étant entendu que le maître d'œuvre s'engage à soumettre les documents au maître d'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du dernier document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai, à l'exception de l'APD qui ne peut être validé par dérogation à l'article 21 du CCAG- MOE qu'après fixation du coût prévisionnel et du forfait définitif de rémunération par avenant. Une réception avec réserves de l'APD peut être notifiée au titulaire pour anticiper le lancement des études PRO avant notification de l'avenant APD.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 21 du CCAG - MOE) à une réception avec réserve.

Lorsque le mandataire du maître d'ouvrage juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du mandataire du maître d'ouvrage et s'être engagé à apporter les réponses

appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le mandataire du maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le mandataire du maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

21.2 Achèvement de la mission AOR

La mission AOR du maître d'œuvre s'achève à l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement des travaux prévu par l'article 44-1 du C.C.A.G. Travaux ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G-MOE et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE V. UTILISATION DES RESULTATS

Article 22. Définitions

Conformément à l'article 22 du CCAG MOE, les définitions suivantes sont admises :

- Les « résultats » désignent tous les éléments résultant de l'exécution des prestations objet du marché ;
- Le « savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est secret, substantiel et identifié ;
- Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique ;
- Les « titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle ;
- Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché ;
- Les « tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats.

Article 23. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 23 du CCAG MOE, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Article 24. Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats

En complément à l'article 24 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage utilisera les résultats du marché pour les besoins découlant de l'exécution du contrat, ainsi que pour toutes les opérations de communication, relatives à l'opération ou institutionnelles, relatives aux activités du maître d'ouvrage (rapport d'activité, support de présentation, etc.).

CHAPITRE VI. INTERRUPTION ET SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION

Article 25. Interruption et suspension des prestations

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme de chacun des éléments de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt peut emporter résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 26. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- Détermination du forfait définitif de rémunération dans les conditions de l'article 10.

Article 27. Résiliation

27.1 Principes généraux

Il est fait application des articles 27,28 et 29 du CCAG- MOE.

27.2 Résiliation pour faute du maître d'œuvre

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'articles 30 et 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG MOE. La décision de résiliation le mentionnera expressément ;
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

27.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 31 du CCAG - MOE le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant initial hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2 %.

27.4 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique et résiliation

L'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par la maîtrise d'ouvrage, le cas échéant sur demande du titulaire, à l'issue de chaque phase identifiée dans le présent C.C.P.

Lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application des dispositions ci-dessus, l'acheteur résilie le marché.

Si la personne publique décide l'arrêt des prestations, les phases techniques déjà réalisées et acceptées par l'acheteur public seront rémunérées sur la base des montants portés à la D.P.G.F., déduction faite de l'ensemble des sommes déjà versées au titulaire, et à l'exclusion de toute autre rémunération.

Dans tous les cas, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

27.5 Redressement judiciaire et liquidation

En cas de redressement judiciaire, l'administrateur est mis en demeure par l'établissement de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le liquidateur peut prononcer la continuation du marché. A défaut, le marché sera en effet résilié à la date du jugement du tribunal de Commerce.

CHAPITRE VII. DIFFERENDS – CANDIDATS ETRANGERS - DEROGATIONS

Article 28. Règlement des différends entre les parties

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celle-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit préalablement soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article 35 du CCAG - MOE.

Article 29. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché pour faute de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 relatifs aux marchés publics une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°XXX du XXX ayant pour objet XXX.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Article 30. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants du CCAG – MOE :

- L'article 4 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du CCAG – MOE
- L'article 11.3.1 du C.C.P. déroge à l'article 11.7.3 du CCAG – MOE
- L'article 20.1 du C.C.P. déroge aux articles 20.4.2 et 20.5 du CCAG – MOE
- L'article 21.1 du C.C.P. déroge à l'article 21 du CCAG – MOE